

Katumbi chez les frondeurs, une sonnette d'alarme

RD CONGO Le gouverneur du Katanga révèle les divisions kabilistes

Voici peu, l'un des proches du président Kabila citait en exemple le Burundi : le président Nkurunziza a réussi à passer le cap du troisième mandat, pourquoi pas nous ?

Sauf qu'au Burundi, chaque matin apporte son lot de cadavres... En République démocratique du Congo également, la perspective d'un « glissement » (un recul de l'échéance électorale, quelles que soient les raisons évoquées) est lourde de dangers : elle risque de briser le fragile consensus qui avait mené aux accords de paix de Sun City en 2002 et à l'adoption, par référendum, d'une nouvelle Constitution. Non seulement celle-ci représente le socle de la légalité, mais après des décennies de dictature et de guerre, elle symbolise le retour de l'état de droit.

On ne peut que s'inquiéter des symptômes congolais. Plusieurs personnalités de premier plan, comme Olivier Kamitatu (ex-ministre du Plan), Pierre Lumbi (ancien conseiller spécial de Kabila) et Gabriel Kyungu wa Kumwanza (président du parti Union des fédéralistes du Congo et per-

sonnalité de poids au Katanga), tous membres de la majorité présidentielle, ont fait défection. Ils ont fondé le groupe du G7, devenant ainsi des « frondeurs ».

Cette semaine, une autre défection de poids a affecté le camp présidentiel, celle du gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. Il a annoncé qu'il quittait le PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction de la démocratie). Il a précisé que « *les faits indiquent que tout est mis en œuvre pour ne pas respecter la Constitution en entretenant retard, flou et illisibilité du cycle électoral et en élaborant une stratégie de glissement des dates des scrutins* ». Il a déploré aussi les « *arrestations arbitraires de militants pro-démocratie, les intimidations, la répression policière de plus en plus violente, les atteintes à la liberté d'expression* ».

Pas vraiment une surprise

Cette démission a été saluée par le docteur Mukwege, qui a « *félicité ses compatriotes qui ont eu le courage de s'opposer à une dérive anti-démocratique de plus en plus accentuée* ».

L'annonce de la démission de

Moïse Katumbi n'est pas une surprise, l'ex-gouverneur du Katanga avait déjà été touché par une mesure de suspension de ses fonctions et la division de la province du cuivre en quatre entités distinctes avait déjà singulièrement morcelé son « royaume ».

Il y a longtemps que Moïse Katumbi, après avoir bénéficié de la confiance du chef de l'Etat, était passé à une opposition latente puis déclarée, lorsque le président du club de football TP Mazembe avait dénoncé l'éventualité d'un « *troisième penalty frauduleux* ». Son opposition à une reconduction de M. Kabila, en dépit du texte de la Constitution, est révélatrice des débats qui divisent les rangs kabilistes. Pour les uns, le président ferait mieux de préparer élégamment sa sortie en 2016 ; pour les autres, il demeure un homme indispensable, au vu de sa connaissance des dossiers régionaux (rwandais en particulier), de l'ampleur du travail accompli depuis 2001 et des menaces qui continuent à peser sur un pays entouré de zones de conflit : Boko Haram et la montée des islamistes à l'Ouest (Nigeria, Centrafrique, Tchad, Cameroun), la persistance des rebelles hutus FDLR à l'Est, et surtout le recrutement de jeunes Congolais censés aller grossir les rangs des shebabs (islamistes somaliens). ■

COLETTE BRAECKMAN